

**Conseil économique et social**

Distr. générale
16 novembre 2010
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire 2011
31 janvier–9 février 2011

**Rapports quadriennaux pour la période 2006-2009,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Organisation catholique d'aide au développement, CORDAID	2
2. Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies	4
3. Centre néerlandais pour les peuples autochtones	5
4. Network of East-West Women	7
5. Médecins pour une responsabilité sociale	8
6. Rozan	9
7. Seniors Españoles para la Cooperación Técnica.	11
8. Ordre Suprême Militaire du Temple de Jérusalem	12
9. Forum UBUNTU	13
10. United Nations Watch	14
11. Association universelle pour l'espéranto.	16



1. Organisation catholique d'aide au développement (CORAID)

Statut consultatif spécial accordé en 2006

I. Introduction

La CORDAID est une organisation d'aide au développement qui combat l'injustice et la pauvreté. Elle compte 1 186 organisations partenaires locales et a dépensé 170 millions d'euros au titre d'initiatives dans 37 pays en Afrique, Asie et Amérique latine.

A. Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à lutter contre la pauvreté par le biais de financements directs, en œuvrant avec des organisations partenaires au sein des pays en développement et en influant activement sur la politique et les décideurs. Elle entend notamment promouvoir une participation active, l'aide d'urgence et la reconstruction, la santé et le bien-être, ainsi que l'esprit d'entreprise. Elle aide aussi les groupes minoritaires à faire valoir leur identité et à défendre leurs droits.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

À la fin de l'année 2006, l'organisation a fusionné avec Bond Zonder Naam, une organisation non gouvernementale néerlandaise (Pays-Bas).

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation milite pour la défense des droits de l'homme, dans le cadre des activités des Nations Unies et du Conseil des droits de l'homme. Elle a dressé un tableau de la situation des droits de l'homme aux fins de l'examen périodique universel et des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et a transmis des informations et des rapports aux organes conventionnels des Nations Unies. Elle a fait campagne et œuvré sur le terrain en faveur de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et elle a analysé la mise en œuvre éventuelle de cette résolution au Tchad, en Colombie, en République démocratique du Congo et au Sri Lanka. En 2008 et 2009, l'organisation a présenté deux notes d'information portant sur cette résolution aux Ministres des affaires étrangères et au Ministre de la coopération au développement du Gouvernement des Pays-Bas, ainsi qu'à la Mission permanente des Pays-Bas auprès de l'Organisation des Nations Unies. Elle a également participé à la formulation des recommandations de la société civile sur la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) en Europe en septembre 2009, soumise à l'Union européenne.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé (a) à la réunion de la Commission des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève en mars 2006, à l'occasion de laquelle une déclaration sur la situation des droits de l'homme en Indonésie a été présentée; (b) à la soixante-huitième session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (Genève, mars 2006); (c) aux sessions du Conseil des droits de l'homme (Genève, mars 2008, mars 2009 et juin 2009); (d) aux première et sixième sessions du Conseil des droits de l'homme aux fins de l'examen périodique universel, pour l'Indonésie et la République démocratique du Congo, organisées à Genève en 2008 et 2009, respectivement; (e) à la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est tenue au siège des Nations Unies en mars 2009; (f) à l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social (Genève, mai 2009); (g) à l'examen de l'Assemblée générale consacré au VIH/sida (siège des Nations Unies, juin 2009) et (h) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Copenhague, décembre 2009), à l'occasion de laquelle elle a présenté un rapport.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation collabore avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) afin de soutenir les organisations des femmes en Colombie et les efforts qu'il déploie afin de promouvoir la résolution 1325 (2000). Entre 2006 et 2009, elle a assuré la mise en œuvre de deux projets, financés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), afin d'améliorer l'approvisionnement en eau, les installations sanitaires et la sécurité alimentaire pour les réfugiés rapatriés à Aweil (Soudan) et elle a proposé un programme d'éducation au VIH/sida et des trousseaux de soins primaires aux communautés et aux personnes déplacées dans cette région. Elle a également participé à un projet de 2008 à 2009, financé par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3 : Depuis 1997, l'organisation participe à un programme sur les femmes et la violence, doté d'un budget annuel de 7 millions d'euros. Elle compte également parmi les signataires de l'accord de Schokland sur la résolution 1325 (2000) et fait partie du Comité consultatif du Fonds de l'Objectif 3 du Millénaire pour le développement (MDG3 Fund).

Objectif 5. L'organisation participe à un programme visant à réduire la mortalité maternelle en Afghanistan et en Sierra Leone, qui s'est vu octroyer en 2009 par le Gouvernement des Pays-Bas, un montant de 4,1 millions d'euros afin de créer six partenariats public-privé.

Objectif 6. En 2006, l'organisation a dépensé 2 millions d'euros au titre de projets et de programmes liés spécifiquement au VIH/sida.

Objectif 7. En 2007, l'organisation a créé le programme « Urban matters » afin de renforcer ses activités d'amélioration des quartiers insalubres aux Pays-Bas. Elle participe aussi au financement d'une campagne en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, impliquant près de 50 organisations non gouvernementales néerlandaises.

2. Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies

Statut consultatif général, 2002

I. Introduction

Fondée en 1948, la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies est une association indépendante, internationale, à but non lucratif, comptant parmi ses membres plus de 600 organisations non gouvernementales à travers le monde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation œuvre à renforcer les relations des organisations non gouvernementales avec les Nations Unies et à promouvoir les principes, les objectifs et l'efficacité des organismes des Nations Unies. Elle facilite l'accès et la participation des organisations non gouvernementales aux débats et à la prise de décision au sein des Nations Unies. Objectifs clés : (a) garantir la participation effective des organisations non gouvernementales aux Nations Unies; (b) informer ses membres des nouvelles activités et initiatives mises en œuvre par les organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales; (c) promouvoir et favoriser les partenariats entre les organisations non gouvernementales et les réseaux de collaboration au sein des régions et entre elles et (d) former les organisations non gouvernementales afin de développer de nouvelles compétences.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation tient un forum des ONG chaque année. Avec la collaboration de ses comités substantiels, elle diffuse des informations auprès de ses ONG membres sur les activités du Conseil des droits de l'homme. Le comité substantiel sur le désarmement, la paix et la sécurité de l'organisation a déployé tous ses efforts afin de favoriser la participation de la société civile lors des sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2007, 2008 et 2009. L'organisation compte parmi les instigateurs de la table ronde de l'Organisation mondiale de la Santé avec les organisations non gouvernementales et les professionnels de la santé sur les méfaits de l'alcool. Le Président de l'organisation et son comité sur le développement durable ont participé à la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à

Copenhague en décembre 2009 et ont diffusé un document d'analyse sur les changements climatiques incluant des recommandations pour les gouvernements. L'organisation a assuré la tenue de séances d'information, prononcé des déclarations et contribué activement au processus de négociations lors du Sommet mondial sur la société de l'information.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé (a) à la réunion d'examen régional Beijing +15 (Genève, novembre 2009) par la Commission économique pour l'Europe; (b) aux conférences annuelles du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales; (c) aux examens annuels de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (New York); et (d) à la Conférence internationale sur le financement du développement de Doha (décembre 2008).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Entités avec lesquelles l'organisation collabore : (a) le service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales; (b) le secrétariat du Sommet mondial sur la société de l'information; (c) l'Organisation internationale du Travail; (d) la Commission économique pour l'Europe; (e) le secrétariat et le service de la société civile du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; (f) le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida; (g) l'Office des Nations Unies à Genève; (h) l'Office des Nations Unies à Vienne; (i) la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; (j) Département de l'information; et (k) le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Depuis 2007, les forums de l'organisation visent essentiellement à formuler et à adopter les recommandations des organisations non gouvernementales concernant la réalisation des objectifs. Les thèmes abordés dans le cadre des forums ont couvert les objectifs 1, 4, 5, 6 et 6.

3. Centre néerlandais pour les peuples autochtones

Statut consultatif spécial, 2002

I. Introduction

Le Centre néerlandais pour les peuples autochtones soutient la promotion, la reconnaissance et la protection des droits des peuples autochtones. Basé à Amsterdam, il se déploie à travers un réseau mondial d'organisations liées aux

peuples autochtones, d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales et d'autres entités pertinentes, des établissements universitaires et des experts individuels.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation travaille à la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones aux Pays-Bas. Il sensibilise le Gouvernement néerlandais, ainsi que la société civile et le monde des affaires et des sciences aux Pays-Bas, aux problèmes et aux opinions des peuples autochtones et les encourage à contribuer de façon positive à l'amélioration de la situation de ces peuples au niveau national et international. L'organisation traite de questions essentielles pour les peuples autochtones et qui revêtent une dimension pertinente dans le cadre des débats politiques aux Pays-Bas, tels que le financement de la lutte contre le changement climatique, les objectifs du Millénaire pour le développement, la responsabilité sociale des entreprises, les biocarburants, la protection de la biodiversité et la gestion durable des forêts.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

Alors que l'objectif premier de l'organisation visait auparavant la reconnaissance des droits des peuples autochtones, elle entend désormais œuvrer en faveur de la mise en œuvre des droits des peuples autochtones. Cette évolution est due essentiellement à l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones le 13 septembre 2007.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a soutenu 132 représentants autochtones décidés à faire valoir leurs droits en participant à des forums internationaux, tels que l'Instance permanente sur les questions autochtones, le Conseil des droits de l'homme et la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Au cours de la période de référence, l'organisation a continué à renforcer la capacité des organisations de peuples autochtones à promouvoir leurs droits au niveau local et national. Elle a également fait pression en vue de promouvoir les droits des peuples autochtones aux Pays-Bas dans le cadre de différents forums et plateformes, y compris à l'occasion d'une table ronde en 2006 avec le Parlement néerlandais qui avait pour objet la politique du Gouvernement national en matière des peuples autochtones. L'organisation est notamment parvenue à inclure des garanties pour les peuples autochtones dans le système d'évaluation des marchés publics et le cadre d'essai des biomasses durables aux Pays-Bas.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à plusieurs événements organisés sous l'égide des Nations Unies, notamment : (a) l'Instance permanente sur les questions autochtones (mai 2006 et mai 2009); (b) la première session du Conseil des droits de l'homme (Genève, juin 2006); (c) le Groupe de travail sur les populations autochtones (Genève, 2006); (d) les sessions de l'Assemblée générale (octobre et novembre 2006 et septembre 2007); (e) la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Curitiba, Brésil, mars 2006); (f) le mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (Genève, octobre 2008); (g) la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Bonn, Allemagne, mai 2008).

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soutient l'autonomisation des organisations locales et nationales des peuples autochtones, afin de leur permettre de comprendre, promouvoir et protéger leurs droits. Elle a mis en œuvre un projet d'octroi de subventions pour le renforcement des capacités d'un montant maximum de 10 000 euros pour les peuples autochtones en Amérique du Sud, en Asie et en Afrique. L'organisation a également réalisé deux projets de renforcement des capacités en faveur des organisations autochtones afin de remédier aux points faibles et aux insuffisances en matière de capacité.

4. Network of East-West Women

Statut consultatif spécial, 2002

I. Introduction

Network of East-West Women est un réseau international de communication et de ressources prônant le dialogue, l'échange d'informations et l'activisme parmi les acteurs préoccupés par la condition de la femme en Europe centrale et de l'Est, les États nouvellement indépendants et la Fédération de Russie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation coordonne des recherches et les actions de sensibilisation en faveur de l'égalité des femmes et de leur pleine participation dans tous les aspects de la vie publique et privée. Ses missions visent à (a) permettre aux femmes et aux filles en Europe centrale et de l'Est d'accéder à l'autonomie à travers le dialogue, la formation de réseaux, des campagnes et l'échange d'informations et pédagogiques; (b) soutenir la formation des mouvements de femmes indépendantes et (c) renforcer la capacité des femmes et des organisations non gouvernementales de femmes à influencer sur la politique portant sur la condition féminine.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

Le secrétariat international de l'organisation a été transféré de Washington D.C. à Gdansk, en Pologne afin de faciliter l'accès à de nouvelles sources de financement, de favoriser la création de partenariats plus étroits entre les membres au sein de l'Union européenne et des pays tiers et soutenir la viabilité et l'essor continu des programmes de l'organisation.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à la réunion d'examen régional Beijing +15, organisée par la Commission économique pour l'Europe, qui s'est tenue à Genève en novembre 2009.

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Dans le cadre de ses activités en faveur de la réalisation de l'Objectif 3, l'organisation a mis sur pied un réseau d'organisations visant à surveiller les questions de développement et la situation en matière d'égalité des sexes au sein de l'Union européenne, à la fois du point de vue de ces pays et de celui des pays en développement. À ce titre, elle a publié quatre rapports décrivant l'efficacité d'instruments européens adoptés précédemment ou en vigueur.

5. Médecins pour une responsabilité sociale

Statut consultatif spécial, 2002

I. Introduction

L'association Médecins pour une responsabilité sociale est une organisation à but non lucratif œuvrant pour la prévention de la prolifération et de la guerre nucléaire ainsi que l'arrêt et l'inversion du réchauffement climatique et de la dégradation toxique de l'environnement.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour mission de former et d'activer le secteur médical et la communauté de la santé au sens large, à travers des recherches, des analyses, des collaborations et des communications ciblées afin de changer l'attitude des gouvernements et de la société au niveau local, national et international. Avec 50 000 membres, 31 sections et 41 sections universitaires, l'organisation forme un véritable réseau aux États-Unis résolu à œuvrer en faveur d'un monde plus sûr et

plus sain. En prônant l'élimination des armes nucléaires, l'organisation prône la réduction sensible des arsenaux nucléaires, en procédant au retrait des armes nucléaires de l'état d'alerte de déclenchement immédiat, ainsi que la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Elle soutient aussi des stratégies alternatives pour la résolution des conflits, en favorisant notamment la diplomatie et l'état de droit. Afin de réduire les risques de la prolifération nucléaire et d'améliorer la sécurité publique, l'organisation s'oppose également à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Son champ d'intervention couvre la santé environnementale, le changement climatique mondial, ainsi que la lutte contre les substances toxiques et la pollution. L'organisation œuvre en faveur de la santé environnementale, les énergies renouvelables, la sécurité énergétique et la protection contre les effets du changement climatique mondial et de la dégradation toxique de l'environnement du point de vue médical et de la santé publique.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'organisation a participé à la Conférence internationale de la paix, qui s'est tenue au siège en 2009.

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené des campagnes nationales aux États-Unis en faveur de la réalisation de l'Objectif 7, notamment le « code black », un appel lancé pour limiter les émissions de gaz à effet de serre générées par les centrales à charbon. Cette campagne visait aussi à traiter les problèmes de santé liés au changement climatique, tels que ceux ciblés par l'Objectif 6. Elle a élaboré des programmes pédagogiques à l'intention de la population, des membres du congrès et d'autres organisations aux États-Unis portant sur l'impact des Objectifs interdépendants sur la santé publique.

6. Rozan

Statut consultatif spécial, 2006

I. Introduction

Rozan est une organisation non gouvernementale basée à Islamabad s'attache à des problématiques comme les troubles émotionnels et la santé mentale, l'égalité entre les hommes et les femmes, la violence à l'égard des femmes, l'enfance et la jeunesse.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation œuvre auprès d'individus, en particulier des femmes, des jeunes et des enfants, afin de promouvoir une société dépourvue de toute violence.

Elle travaille directement au sein des communautés et avec les ministères du Gouvernement pakistanais et d'autres organisations de la société civile afin d'affronter les problèmes de santé mentale et de violence sexiste. Elle assure un soutien psychologique aux victimes de violence, principalement au sein des communautés d'Islamabad et de Rawalpindi et de leurs environs. Les trois stratégies clés de l'organisation s'articulent autour de la sensibilisation, du renforcement des capacités et des activités de conseil ainsi que de la mise en œuvre d'un système d'orientation.

Les objectifs de ses programmes visent à (a) prévenir toute infraction liée aux abus sexuels sur des enfants; (b) prévenir tout acte sexiste ou de violence à l'égard des femmes; (c) promouvoir la formation des policiers afin d'améliorer les réactions des agents face à la violence sexiste et les relations publiques et (d) prodiguer des conseils gratuits aux jeunes en rapport avec leur vie sentimentale et sexuelle, leur santé reproductive et leurs droits dans ce domaine. En 2008, l'organisation a lancé un programme de sensibilisation médiatique en vue d'améliorer l'efficacité du traitement par les médias des questions d'égalité des sexes, en particulier de la violence à l'égard des femmes.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période de référence, l'organisation a participé aux événements suivants : (a) consultation en Asie du Sud du programme conjoint régional des Nations Unies « Partners for prevention » (partenariat pour la prévention) destiné à éduquer les hommes et les garçons en matière de prévention de la violence sexiste (Dhaka, juin 2009); (b) cinquième Conférence de l'Asie et du Pacifique sur la santé et les droits en matière de procréation et de sexualité, organisée par la China Family Planning Association et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (Beijing, octobre 2009); (c) sixième Conférence ministérielle régionale de l'Asie du Sud, co-animée par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (New Delhi, 2008); (d) cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (siège des Nations Unies à New York, 2007) et (e) UNIFEM et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) réunion consultative régionale de haut niveau pour la traite des personnes et le VIH/sida (Katmandou, mai 2006).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'initiative adoptée par l'organisation en faveur de l'égalité des sexes est soutenue par le programme conjoint régional du partenariat pour la prévention, ainsi que le PNUD, les volontaires des Nations Unies, le FNUAP et l'UNIFEM. L'organisation a également créé un partenariat avec le PNUD Pakistan afin d'appuyer ses projets en matière de justice pour les femmes et de conseil de réconciliation (Musalihah Anjuman) en 2007 et 2008 et anime des formations auprès des représentants des autorités locales sur la problématique de la violence sexiste.

Elle a également instauré un partenariat avec l'UNIFEM afin de venir en aide à l'organisation chargée du recensement de la population du Pakistan.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3. Le programme en faveur des enfants élaboré par l'organisation a sensibilisé plus de 3 500 professionnels, hommes et femmes, ainsi que des membres de la communauté, par le biais de formations, de campagnes et de conseils portant sur la problématique des infractions liées aux abus sexuels sur des enfants. Son programme en faveur des femmes a collaboré avec 32 organisations non gouvernementales et des organisations communautaires en vue d'améliorer leurs capacités à lutter contre la violence à l'égard des femmes. Au niveau politique, le programme a élaboré des procédures opérationnelles standard pour le personnel de 20 centres de femmes à travers le Pakistan, gérés par Ministère de l'émancipation de la femme. Ses initiatives en matière de renforcement des capacités ont concerné 1 186 professionnels émanant d'organisations non gouvernementales et du secteur public.

7. Seniors Españoles para la Cooperación Técnica

Statut consultatif spécial, 2006

I. Introduction

Seniors Españoles para la Cooperación Técnica est une association sans but non lucratif qui dispense des conseils en matière de commercialisation auprès d'individus et de groupes, notamment les jeunes entrepreneurs, les petites entreprises et les organisations non gouvernementales pourvues de ressources financières limitées.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour objectif de permettre aux retraités de mettre leur expérience et leurs connaissances au service des entreprises et de soutenir la création d'emplois au sein des petites entités, pendant une partie de leurs temps libre. Elle offre aussi une plateforme de discussion et de réflexions créatives sur des sujets revêtant un intérêt majeur pour ses membres.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation est persuadée que le Conseil partage ses objectifs en tant qu'association à but non lucratif.

8. Ordre suprême militaire du temple de Jérusalem

Statut consultatif spécial, 2002

I. Introduction

L'Ordre suprême militaire du temple de Jérusalem est inscrit en Suisse. Il compte 14 groupes votants répartis dans 13 pays, représentant un total d'environ 5 000 membres.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation entend promouvoir un dialogue constructif entre les différentes confessions religieuses, les individus et les nations, ainsi qu'évaluer et reconnaître les besoins en matière d'aide humanitaire sans craindre la discrimination. Elle aspire à être reconnue comme l'Ordre des Templiers moderne. L'organisation relève de la société civile et porte son attention sur les efforts caritatifs, culturels, humanitaires et de réconciliation. L'appartenance à l'Ordre est ouverte aux Chrétiens de toutes confessions ou milieux sociaux.

B. Changements importants intervenus dans l'organisation

Les membres de l'organisation peuvent désormais être originaires d'Amérique centrale ou du Sud, grâce à l'instauration d'un nouveau prieuré au Mexique. Elle s'est également implantée à Jérusalem, où elle compte des membres actifs et elle a intensifié ses activités auprès de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, notamment son Comité pour le développement durable et son Comité sur les droits de l'homme.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation soutient deux organisations non gouvernementales, le Center for Religion and Diplomacy et la Foundation for Relief and Reconciliation in the Middle East. Ses grands prieurés indépendants participent aux activités d'Oikocredit, une organisation de microcrédit. Elle promeut aussi les objectifs de la commission basée à Vienne de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de l'UNICEF. L'organisation a fait partie du conseil consultatif du Fonds américain pour l'UNICEF.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période de référence, l'organisation a participé aux événements suivants : (a) sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme; (b) groupe de travail des ONG sur l'enseignement des droits de l'homme et

l'apprentissage du Conseil des droits de l'homme (Genève, juin 2009); (c) réunions du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales (New York, en 2006, 2007 et 2008 et Mexico, en septembre 2009) et (d) Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, octobre 2008).

B. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a œuvré en faveur de l'Objectif 1 en apportant un soutien financier aux programmes d'Oikocredit, ainsi que de l'Objectif 7, en finançant la création de puits au Guatemala et à Kothalingala, en Inde.

9. Forum UBUNTU

Statut consultatif spécial, 2006

I. Introduction

UBUNTU a vu le jour en 2001 sous la direction de Federico Mayor Zaragoza, l'ex-Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le champ d'application de l'organisation revêt une dimension internationale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation entend promouvoir l'édification d'une société plus humaine, juste, pacifique, diversifiée et durable. Pour réaliser cet objectif, l'organisation déploie tous ses efforts afin d'élaborer des politiques visant à promouvoir l'exercice des droits fondamentaux individuels et collectifs et de renforcer la voix de la société civile.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Parmi ses chevaux de bataille, l'organisation insiste sur la nécessité de replacer les Nations Unies au cœur de la gouvernance mondiale. Elle a contribué à la rédaction du document sur la cohérence du système dans le cadre du processus général de réforme des Nations Unies en 2006 et organisé la Conférence internationale sur la réforme du système des institutions internationales au siège de l'Organisation internationale du Travail en 2007. Elle a également participé la même année, à la réunion sur le financement du développement en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, à l'examen ministériel annuel et au Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social (New York, 2008), la concertation sur la réforme des institutions internationale, qui s'est tenue à Barcelone (Espagne), en mars 2009 et aux discussions sur le changement climatique (Barcelone, novembre 2009).

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Au cours de la période de référence, l'organisation a pris part aux événements suivants : (a) auditions de la communauté internationale et de la société civile concernant le Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (Genève, juillet 2006); (b) Forum pour la coopération en matière de développement (DCF) (New York, juillet 2007); (c) cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (siège des Nations Unies, 2008) et (d) plateforme PNUD sur le thème : « Nous peuples des Nations Unies – Participation civique en faveur du Développement humain et d'un nouveau multilatéralisme » (New York, juin 2009).

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

Au cours de la période de référence, l'organisation a participé (a) aux réunions avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (New York, avril 2006) et (b) à la conférence de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York, septembre 2008), durant laquelle l'organisation avait préparé une manifestation parallèle.

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour atteindre les Objectifs, l'organisation s'efforce d'adopter une vision globale, en attachant une attention particulière au financement desdits objectifs.

10. United Nations Watch

Statut consultatif spécial, 2002

I. Introduction

United Nations Watch compte 110 membres en Europe, Amérique du Nord, Asie et Océanie.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation entend promouvoir les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi que la compréhension des activités des Nations Unies. Elle participe à des réunions des Nations Unies, assure la liaison avec d'autres organisations non gouvernementales dans le cadre de la préparation d'événements organisés sous l'égide des Nations Unies et publie régulièrement un bulletin d'informations. Elle favorise aussi la compréhension du système Nations Unies par le biais de ses séminaires des étudiants et ses programmes de bourses d'études et de stages.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Au cours de la période de référence, l'organisation a noué le dialogue avec les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme basés à Genève et elle a, à travers de nombreuses déclarations orales et écrites, contribué sensiblement à la promotion des droits de l'homme, dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'égalité entre les hommes et les femmes, la défense des victimes, la prévention des génocides et des atrocités, la violence à l'égard des femmes, et toutes les formes d'oppression, de racisme et de discrimination.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Durant la même période, l'organisation a participé régulièrement aux réunions du Conseil des droits de l'homme.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'organisation a rencontré plusieurs personnalités et experts des Nations Unies dans l'optique de promouvoir et de protéger les droits de l'homme. Elle a organisé et dirigé un groupe d'experts lors d'une conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui s'est tenue à Paris en 2008 à l'occasion de la célébration du soixantième anniversaire de la signature de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle a participé à l'organisation des interventions dans le cadre de cet événement et elle a veillé à ce qu'un orateur prononce le discours liminaire lors de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste (29 janvier 2007).

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'efforce de promouvoir les droits des femmes et des enfants, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation de la femme et la réduction de la mortalité postnatale. Dans une déclaration conjointe adressée au Conseil des droits de l'homme, l'organisation met en exergue la problématique de la protection des droits des filles lors d'un conflit armé et de ses conséquences néfastes, notamment les viols, les enlèvements pour les réduire à l'esclavage sexuel ou à la prostitution, les grossesses forcées, la stérilisation forcée et la propagation du VIH/sida. Ses déclarations soulignent aussi la nécessité de protéger les enfants de toute forme de violence, de l'exploitation sexuelle, de la traite des êtres humains et de la pédopornographie.

11. Association universelle pour l'espéranto

Statut consultatif spécial, 1998

I. Introduction

L'Association universelle pour l'espéranto constitue l'organisation internationale la plus importante des adeptes de l'espéranto et compte des membres dans 124 pays. Son siège est établi à Rotterdam, aux Pays-Bas mais elle dispose d'un bureau à New York et d'un bureau régional pour l'Afrique à Lokossa, au Bénin.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation entend non seulement promouvoir l'espéranto mais également favoriser un débat sur les langues du monde entier et attirer l'attention sur la nécessité de parvenir à l'égalité entre toutes les langues. Ses objectifs visent à (a) promouvoir l'utilisation de l'espéranto; (b) résoudre le problème linguistique dans les relations internationales et faciliter la communication internationale; (c) faciliter les rapports humains de tous genres, tant physiques que moraux, sans égard aux différences dues à la nationalité, à la race, au sexe, à la religion, à la politique, ou à la langue et (d) cultiver parmi ses membres un sentiment solide de solidarité, et développer chez eux la compréhension et l'estime pour les autres peuples.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

L'association a organisé plusieurs conférences et symposiums à New York portant sur différents aspects de la langue et le travail des Nations Unies. Elle diffuse régulièrement des documents sur les Nations Unies, notamment la traduction en espéranto de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Lors du congrès mondial de l'espéranto, qui s'est tenu à Florence (Italie) en août 2006, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable a fait l'objet d'une attention particulière. L'organisation s'est avérée particulièrement active dans la promotion des objectifs de l'Année internationale des langues (2008), notamment en mettant en exergue la valeur du multilinguisme.

A. Participation aux activités du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

L'association a collaboré activement aux activités du Département de l'information et a participé régulièrement aux conférences du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales. Elle était également présente à la réunion annuelle de l'UNICEF en 2008 et à la session du Conseil des droits de l'homme en mars 2009.

B. Collaboration avec les organismes des Nations Unies

L'association a commémoré son centième anniversaire ainsi que le sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en organisant un symposium sur les droits linguistiques en collaboration avec le Bureau des Nations Unies à Genève (avril 2008).

C. Activités menées à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a diffusé la traduction en espéranto des Objectifs, notamment sur Internet.
